



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

euro

Question au Gouvernement n° 227

Texte de la question

EADS

M. le président. La parole est à M. Pierre Cohen, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Pierre Cohen. Je voudrais tout d'abord dire à M. Bertrand qu'il n'a pas répondu à M. Vidalies sur la durée légale du temps de travail. La question était : oui ou non, remettez-vous en cause la durée du temps de travail ? (*" Oui ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Eh bien, que le ministre le dise !

Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Nicolas Sarkozy est venu à plusieurs reprises à Toulouse pour affirmer l'engagement de l'État dans le développement industriel d'EADS. Comme c'est le cas pour un grand nombre de ses promesses, nous ne voyons rien venir. Pire, les dirigeants d'EADS réclament un plan Power 8 Plus, avec peut-être encore plus de licenciements et une remise en cause de la sous-traitance, à un moment où des commandes d'avions ne cessent d'être signées.

Nous avons déjà dénoncé l'absence de politique industrielle au profit d'un pilotage purement financier. Ces jours-ci s'engage une nouvelle étape, encore plus inquiétante. Les dirigeants d'EADS, comme ceux de Turboméca et de Dassault, théorisent chaque jour davantage sur les bienfaits des délocalisations.

Alors que le Président de la République nous avait promis pendant la campagne électorale d'infléchir l'action de la Banque européenne pour avoir un euro plus compatible avec le dollar, on nous vante à présent les mérites des délocalisations industrielles dans les zones dollar. Cette stratégie est dangereuse pour l'emploi mais aussi pour le maintien du savoir-faire et pour le développement de la connaissance.

Comme le gouvernement précédent avec M. Breton, laisserez-vous abandonner toute stratégie industrielle au profit de stratégies purement financières ? Après " travailler plus pour gagner plus ", allez-vous nous proposer à présent " gagner plus, c'est travailler ailleurs " ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur plusieurs bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme*. Monsieur le député, le Gouvernement est convaincu que l'industrie française a un avenir, et l'industrie aéronautique en particulier. Cet avenir repose d'abord sur sa capacité à produire ce qui ne peut être produit mieux et moins cher ailleurs, il est tourné vers la production de valeur et s'appuie sur une innovation dynamique. Le Gouvernement soutient cette dynamique. Il a proposé au Parlement de tripler le crédit d'impôt recherche, et la représentation nationale a même souhaité aller au-delà.

Pour la filière aéronautique, que vous connaissez bien, de très belles opportunités s'ouvrent en France et à l'exportation.

La visite d'État du Président de la République en Chine ou les succès récents au salon aéronautique de Dubaï montrent que les carnets de commande d'Airbus se portent bien. La sous-traitance française bénéficiera d'ici à 2010 d'une augmentation des deux tiers de sa production. Elle se prépare d'ores et déjà pour la production du futur A 350.

Pour accompagner ces mutations, le Premier ministre a annoncé le 11 octobre un plan ambitieux de soutien à la filière de sous-traitance aéronautique. Doté de 1,5 milliard d'euros sur cinq ans, ce plan vise à permettre à nos

entreprises de s'organiser pour répondre aux opportunités que je viens d'évoquer, en soutenant leur capacité d'investissement, en les accompagnant dans leur effort d'adaptation, en créant des fonds d'investissement et de garantie dès 2008. Vous le voyez, ce plan est au service de l'ensemble de la filière aéronautique.

Concernant les taux de change, j'ai indiqué tout à l'heure que les lignes bougeaient. Au G7 du mois d'octobre, les autorités américaines ont redit leur attachement à un dollar fort, et nous avons obtenu que le G7 adopte un langage plus ferme à l'égard de la Chine. Lors des réunions de l'eurogroupe de novembre et de décembre, les pays de la zone euro ont déclaré que des mouvements brusques des taux de change n'étaient pas souhaitables. Enfin, le Président de la République a abordé ces questions lors de ses déplacements en Chine et aux États-Unis.

M. le président. Merci, monsieur le secrétaire d'État...

M. le secrétaire d'État chargé de la consommation et du tourisme. Vous le voyez, monsieur le député, le Gouvernement est totalement mobilisé pour l'avenir de l'industrie aéronautique et sur la question des taux de change. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Pierre Cohen](#)

Circonscription : Haute-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 227

Rubrique : Moyens de paiement

Ministère interrogé : Consommation et tourisme

Ministère attributaire : Consommation et tourisme

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 décembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 5 décembre 2007